

**L'Église anglicane du Canada • Conférence des évêques catholiques du Canada  
Église chrétienne réformée en Amérique du Nord • Église évangélique luthérienne au Canada  
Église Mennonite, Canada • L'Église presbytérienne au Canada  
Société religieuse des amis (Quakers) • Église Unie du Canada**

Le 27 avril 2018

Le très honorable Justin Trudeau, Premier ministre du Canada  
Cabinet du Premier ministre  
80, rue Wellington  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

En juin 2015, la partie à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens constituée par les Églises a répondu aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR) du Canada en déclarant ce qui suit : [traduction] « Avant tout, nous accueillons favorablement les appels à l'action des commissaires comme étant la base d'un grand dialogue transformateur parmi les Canadiens et les Canadiennes visant la promotion d'un avenir meilleur, non seulement pour les peuples autochtones, mais également pour nous tous et toutes qui aspirons à vivre dans une société fondée sur des relations justes et équitables. »

Nous partageons ce sentiment et, en tant que dirigeants et dirigeantes d'Églises chrétiennes, nous vous écrivons pour réaffirmer notre engagement quant à l'établissement de relations justes entre les peuples autochtones et non autochtones au Canada et nous souhaitons obtenir votre soutien.

Nous reconnaissons les initiatives que le gouvernement du Canada a accomplies jusqu'à ce jour dans le cheminement vers la réconciliation avec les peuples autochtones.

Nous sommes d'accord avec la conclusion des commissaires de la CVR selon laquelle la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones constitue le cadre de la réconciliation et nous avons entamé un processus pour le mettre en œuvre au sein de nos Églises respectives.

Nous sommes ravis que le gouvernement du Canada appuie le projet de loi C-262, qui vise à assurer l'harmonie des lois fédérales avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et espérons que ce soutien se maintiendra en troisième lecture. Nous avons fait parvenir la même demande aux chefs des partis de l'opposition.

Nous estimons que l'établissement de nouvelles relations et l'adoption du projet de loi C-262 sont des enjeux non partisans qui méritent le soutien de tous les parlementaires. La réconciliation nous appelle non seulement à réparer les torts du passé, mais à redresser, de manière urgente, les injustices actuelles enracinées dans les institutions et les structures coloniales. Il est temps de reconnaître, sur le plan juridique, le droit des peuples autochtones à l'autodétermination. La promulgation du projet de loi C-262 est une étape essentielle dans le processus de réconciliation.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de nos prières.



Fred J. Hiltz  
Archevêque et primat  
L'Église anglicane du Canada



Assemblée générale  
L'Église presbytérienne au Canada

Modérateur  
143<sup>e</sup>



+ Lionel Gendron, P.S.S.  
Évêque de Saint-Jean-Longueuil  
Président de la Conférence des  
évêques catholiques du Canada



Beverly Shepard,  
Secrétaire, Assemblée annuelle canadienne  
Société religieuse des amis (Quakers)



Darren Roorda, pasteur  
Directeur des ministères canadiens  
Église chrétienne réformée en Amérique du  
Nord



Jordan Cantwell, pasteure et modératrice  
Église Unie du Canada



Susan C. Johnson, pasteure  
Évêque nationale  
Église évangélique luthérienne au Canada



Willard Metzger  
Directeur général  
Église Mennonite, Canada

Peter G. Bush, pasteur